RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département de la Vienne

Circonscription de POITIERS

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES du 18 Novembre 1962

LISTE SOCIALISTE S. F. I. O.

CITOYENNES, CITOYENS,

Il est évident que les élections législatives du 18 Novembre 1962 différeront profondément d'une consultation ordinaire. Il s'agit en effet de savoir si les Français désirent ou non **le maintien des institutions démocratiques** parlementaires ou, au contraire, s'ils souhaitent l'établissement d'un régime présidentiel conduisant à plus ou moins brève échéance à **une dictature.** Dans cette bataille sans merci que livrent le pouvoir et les inconditionnels contre les formations politiques traditionnelles, le verdict du référendum appelle une constatation encourageante pour les démocrates : en refusant d'approuver le Chef de l'Etat, 53,5 °/₀ des Français ont marqué leur détermination, malgré les pressions de tous ordres, de ne pas s'associer au **démantèlement de l'Etat Républicain.**

Le Parti Socialiste S. F. I. O. a, quant à lui, fixé sa ligne de conduite **sans équivoque.** Devant les périls intérieurs qui nous menacent, en face **des violations constantes de la Constitution,** faisant le tableau des erreurs commises avec les anciens combattants, les assurés sociaux, les vieux, les fonctionnaires, les commerçants, les paysans, les rapatriés, erreurs suivies de capitulations honteuses qui laissent l'**Etat affaibli,** le Parti Socialiste S.F.I.O., conscient de ses responsabilités, mobilise toutes ses forces pour alerter l'opinion publique, **barrer la route à l'aventure** et préparer l'avènement d'une **véritable démocratie.**

Bien sûr, le reproche le plus couramment utilisé par nos adversaires est de prétendre que les partis sont incapables de s'entendre pour définir un programme de gouvernement et qu'on ne pourra éviter le retour au " régime du malheur " en envoyant au Parlement une majorité de leurs représentants.

C'EST FAUX !

Pour la première fois, les responsables des partis démocratiques :

Bertrand MOTTE, président du Groupe des Indépendants et Paysans ;

Maurice-René SIMONNET, secrétaire général du Mouvement Républicain Populaire ;

Maurice FAURE, président du Rassemblement Démocratique et du Parti Radical Socialiste ;

Guy MOLLET, secrétaire général du Parti Socialiste S. F. I. O.,

ont signé un programme commun d'action.

Pour la première fois, nous proposons à votre approbation un programme qui n'est pas spécifiquement nôtre, mais celui accepté par tous, et cela devrait suffire pour balayer **calomnies et mensonges** qui vous seront répétés à profusion.

LE PROGRAMME COMMUN D'ACTION

Les dirigeants des formations politiques qui se sont unies pour la défense des institutions ont conscience que cette entente leur fait un devoir d'assurer, au-delà de l'événement, la permanence de l'Etat républicain et, en conséquence, de proposer au pays un programme commun d'action.

Ils proclament que la véritable garantie de la stabilité en régime démocratique réside dans l'adhésion de la majorité du pays à un programme publiquement formulé et débattu.

Ils sont convaincus que tout ce qui rapproche les formations attachées à la liberté l'emporte sur ce qui les différencie et entendent, aujourd'hui, faire prévaloir leur volonté commune de rénovation de la démocratie, de progrès économique, de justice sociale, de construction de l'Europe, de solidarité internationale au service de la paix.

Ils acceptent, d'un commun accord, pour les problèmes qui les séparent ou pour ceux qui pourraient surgir, de les résoudre par les voies démocratiques prévues par la Constitution.

Ils affirment leur accord sur les points fondamentaux suivants :

Dans le domaine des institutions et des libertés :

— Application de la Constitution dans l'équilibre des pouvoirs et instauration du gouvernement de législature ;

— Respect de la légalité républicaine et de l'indépendance de la justice ;

— Etablissement d'un régime d'information objective par des garanties à la presse et par un statut démocratique de la Radiodiffusion et de la Télévision françaises.

Dans le domaine économique et social :

— Expansion dans la stabilité, grâce à un plan économique et social, démocratiquement établi, orienté spécialement vers le logement, les constructions scolaires, le maintien du plein emploi, l'intégration des Français d'Algérie et l'amélioration du sort des vieux ;

— Modernisation de l'agriculture et parité sociale du monde rural ;

— Expansion économique régionale et création d'activités industrielles décentralisées ;

— Réforme fondamentale de l'enseignement assurant aux jeunes l'égal accès aux études, et à la nation la pleine disposition de ses valeurs humaines.

Dans le domaine diplomatique et militaire :

— Présence active de la France dans les organisations internationales ;

— Reprise des efforts — justifiés avec éclat par le succès du Marché commun — pour construire l'Europe, pour parvenir à son unité politique dans le renforcement d'institutions communautaires, pour en faire le partenaire des Etats-Unis dans l'Alliance atlantique consolidée ;

— Négociations en vue d'une défense intégrée et d'une force de frappe commune.

Les signataires proposent ce programme aux femmes et aux hommes de notre pays comme une réponse aux incertitudes du présent, aux exigences de l'avenir, aux espérances de la jeunesse.

CITOYENNES, CITOYENS,

Vous serez peut-être alors étonnés que, malgré cette volonté d'union constructive, les représentants des divers partis politiques se présentent à vos suffrages en ordre dispersé. C'est que nous avons estimé qu'il était nécessaire que les électrices et électeurs choisissent les hommes qui leur paraissaient les plus qualifiés pour défendre les institutions parlementaires et promouvoir un **véritable progrès social.**

Quant à nous, candidats du Parti Socialiste S. F. I. O.,

Nous nous adressons à **tous les républicains,** *à tous* **les laïques** *de cette circonscription, car la défense et la restauration de la laïcité sont indissolublement liées à la* **défense de la République.**

Nous nous adressons à ceux qui, en 1958, ont été abusés par les prises de positions équivoques et trompeuses du député U. N. R. sortant.

Travailleurs des villes et des campagnes, nous vous rappelons que, depuis toujours, malgré toutes les embûches, les seules réalisations sociales importantes ont été l'œuvre des gouvernements à direction socialiste.

Citoyennes, Citoyens, en votant le 18 Novembre pour les candidats du PARTI SOCIALISTE S. F. I. O., en ne dispersant pas vos voix, vous serez les bâtisseurs d'une République juste, démocratique et sociale, où chacun, jeune ou vieux, ouvrier ou paysan aura la possibilité de vivre dignement.

Pour que vive la République,

VOTEZ S. F. I. O.

LE CANDIDAT :

Henri HUYARD

Retraité de l'Enseignement
Déporté-Résistant
Chevalier de la Légion d'Honneur
Médaille de la Résistance
Croix de Guerre 39-45

LE SUPPLÉANT :

Henri CHARRIEAU

Professeur à l'Ecole Normale d'Instituteurs

Imp. E. BEAULU & Fils - Poitiers